

## Francis DUPUIS

55310 TRONVILLE-EN-BARROIS

### « CIGÉO DOIT ÊTRE CONSTRUIT : L'ABSENCE DE DÉCISION NE PEUT ÊTRE UNE POLITIQUE RESPONSABLE EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS. »

#### // Cigéo : seule solution sûre pour le long terme

Il y a trente ans, des commissions de l'Académie des Sciences se sont succédé pour jeter les bases de la politique de recherche en matière de stockage des déchets radioactifs.

De fait, la gestion des déchets pose des questions scientifiques nouvelles mais aussi interroge sur notre responsabilité présente.

En effet sur plusieurs dizaines de milliers d'années :

- aucune construction « humaine » ne peut conserver ses propriétés de confinement ;
- aucune maintenance ou exploitation ne peut être garantie ;
- un accident en surface sur de telles période est possible, qu'il soit consécutif à la dégradation inéluctable des colis ou à des événements extérieurs naturels ou non ;
- Il n'est pas moralement acceptable de reporter les charges de nos activités actuelles.

Ainsi, il est apparu que le stockage géologique était seul capable d'assurer la sûreté à long terme des déchets radioactifs de vie longue car :

- Les roches sont la forme la plus stable de la matière sur notre planète ;
- certaines roches présentent des propriétés physiques et chimiques de confinement, démontrées par l'existence de gisements ou de réacteurs naturels ;
- les roches assurent une protection maximum aux déchets en leur épargnant les agressions météoriques et, avec une épaisseur suffisante protègent la biosphère et l'environnement.

Avez-vous une autre solution ? ■

## // Cigéo : le temps de la décision

Trente ans d'études et de confrontations d'expériences internationales ont permis de démontrer que le site de Bure est bon, et que les roches de 165 millions d'années resteront intactes pendant la durée nécessaire à la décroissance de la dangerosité.

Ces trente années d'études et leur cortège de publications scientifiques reconnues au niveau international ont permis d'établir un projet de stockage sûr et réaliste. Avec les quinze à vingt années de construction on voit qu'il faut près de cinquante ans pour que le stockage sûr d'un colis puisse être effectif.

Certains affirment que l'on peut encore attendre. Mais attendre quoi ? Sans même en avoir eu une seule étude, d'autres affirment qu'elles sont insuffisantes et qu'il en faut d'autres. Lesquelles ?

Pourtant, les plus hautes autorités scientifiques du pays ont considéré que l'ensemble des résultats obtenus étaient suffisamment positifs et que l'on devait passer à une autre étape : celle du stockage.

C'est ici que la question de la gestion des déchets sort du champ du scientifique pour entrer dans celui du politique. Aujourd'hui nous avons les moyens de mener ce projet à terme, il correspond à un besoin, nous avons les connaissances scientifiques, nous maîtrisons les techniques, nous disposons des moyens financiers et notre démocratie est suffisamment stable pour mener à bien ce projet dans le respect de l'intérêt général et particulier.

Qui peut affirmer que dans cent ans il en sera de même ? ■

## // L'illusion d'un monde sans pollution

Il est impératif de sortir des combustibles fossiles générateurs de CO<sub>2</sub> et d'effet de serre dont les conséquences à très court terme (30 ans) donnent le vertige. L'idéal serait de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et plus généralement la consommation d'énergie. Mais qui est prêt à renoncer à sa voiture, son électricité, son chauffage ?

Les Japonais ont montré qu'au prix d'un effort civique (certains diront « citoyen ») gigantesque, ils n'arrivaient qu'à réduire de 20% leur consommation et qu'au-delà ils mettraient toute leur économie en péril. Ceci nous donne la mesure du possible sans un changement radical de société dont les conséquences seraient à tous points de vue, imprévisibles et non maîtrisables.

Qu'on le veuille ou non, l'énergie nucléaire restera encore pour des décennies une énergie moderne, non génératrice de CO<sub>2</sub> et capable de satisfaire les besoins de notre société.

Et les déchets, il faut s'en occuper !

Préserver l'environnement est un enjeu majeur pour les générations futures. Mais ne nous trompons pas de combat : actuellement, le saccage des paysages, des haies, les pratiques agricoles délirantes et les déversements de tonnes de pesticides sont générateurs de beaucoup plus de nuisances et de risques que l'exploitation d'un centre de stockage.

Alors que chacun prenne ses responsabilités ! Certains ne font rien et ne savent que critiquer sans jamais apporter de solutions. D'autres travaillent sur des solutions avec tous les moyens disponibles et sont force de proposition et de solutions.

De quel côté êtes-vous ? ■

## // Le débat démocratique

On parle beaucoup de démocratie autour de ce projet. Et de la démocratie il y en a ! Rappelons simplement que la première loi sur le nucléaire en France fût la loi sur les déchets de 1991. Le parlement a été constamment informé et a suivi semaine après semaine les travaux, expertises et contre-expertises. Dire qu'il n'y pas eu de débat est tout simplement nier le travail de la représentation nationale toutes tendances confondues et de toutes les assemblées locales qui ont suivi et voté pour ce projet depuis vingt ans.

Certains s'opposent au débat public. Ils ne cherchent ni à discuter, ni à comprendre ni même à contester, et l'intérêt collectif n'est pas digne selon eux, de débat.

Pour autant, il faut discuter de ce projet ; mais pas n'importe comment.

## // Les attentes à satisfaire

Tout projet véhicule son lot d'espoir et de craintes. Pour les craintes, loin d'être illégitimes, elles doivent être remises à leur place à l'aune de l'évolution de nos connaissances et la gestion d'autres risques industriels.

Pour les espoirs, ils sont aussi nombreux et ne doivent pas être déçus. L'espoir, c'est d'abord le retour de la Meuse et de la Haute-Marne dans le clan des régions industrielles porteuses de développement économique, d'innovation d'emploi et de richesse. Pour cela l'Andra, les producteurs de déchets, les collectivités départementales, régionales et l'État et doivent développer une vraie politique de croissance allant au-delà de quelques réalisations industrielles. EDF montre l'exemple mais Areva et le CEA doivent aller au-delà d'entrepôts de documents ou de prototypes industriels aux contours assez flous.

L'Andra, opérateur industriel devra poursuivre son engagement en localisant sur site non seulement comme c'est le cas aujourd'hui ses meilleurs scientifiques, mais également ses

Il faut laisser les différents acteurs à leur place et ne pas faire de mélange de genre. Le débat scientifique est une affaire de spécialistes. Celui qui prétend résumer d'une phrase trente ans d'études faites par des dizaines de laboratoires est un imposteur ! La France dispose d'instituts scientifiques indépendants reconnus dans le monde entier, d'une autorité de sûreté qui fait référence dans le monde par sa technicité et sa compétence. Laissons les faire leur travail de contre-expertise et faisons leur confiance.

Il revient alors aux politiques de présenter les enjeux techniques et de faire des choix. Sur ces bases le débat peut avoir lieu. Mais attention, on ne peut pas nier les risques de laisser les déchets en surface en ouvrant la possibilité qu'il soient oubliés et qu'ils se dégradent.

Qui a peur du débat public ? ■

structures fonctionnelles et décisionnelles. Mettre au plus près des décideurs politiques locaux et des représentants de l'état, les structures décisionnelles du projet est non seulement une marque de respect pour les territoires d'accueil mais surtout un impératif d'efficacité.

L'Andra et ses partenaires industriels devront également trouver les formes de dialogue les plus appropriées avec tous les acteurs sociaux économiques : entreprises, syndicats, organismes de formation, acteurs académiques pour redonner de l'espoir aux jeunes et trouver localement des compétences spécifiques auprès de personnes qualifiées, impliquées dans la préservation de leur lieu de vie.

L'État devra enfin rediriger son effort de développement d'infrastructures vers cette région qui a accumulé depuis quarante ans un retard qui commence tout juste à être comblé.

Qui peut dire aujourd'hui que le territoire n'a pas besoin d'emploi et de développement ? ■

## // Des moyens à garantir

Les moyens pour un tel projet, il en faut ! Au-delà du débat sur le coût du stockage il faut voir ce qu'il va rapporter et ce que le projet rapporte déjà. Qui peut nier que les moyens du GIP sont aujourd'hui une ressource incontournable du développement économique de la région ?

Mais cet effort doit perdurer ! D'abord en pérennisant les financements des moyens pour la recherche sur la sûreté opérationnelle et à long terme du stockage, ensuite pour asseoir les moyens du suivi de l'environnement et la surveillance du

stockage, enfin pour fournir des moyens pour développer l'attractivité du site et les services dans les communes, communautés de communes et d'agglomération. Avec une priorité : les transports de personnels qui doivent pouvoir être assurés par des transports collectifs sûrs dans toutes les conditions.

Pourquoi attendre pour mettre en place ce cadre de financement, seul propice à un développement durable ? ■

## // Ecoute et courage politique

Mesdames, messieurs les Elus, il faut écouter les inquiétudes légitimes, il faut savoir y répondre. Il faut savoir mettre en place les réseaux pour que chacun puisse se sentir impliqué dans le projet et y trouve dans l'amélioration de sa vie quotidienne et l'ouverture de perspectives de prospérité.

Ce sera une juste reconnaissance de choix et de l'engagement des Meusiens et Haut-Marnais au service de l'environnement et du développement durable.

Il faudra savoir également affronter les intérêts particuliers qui cherchent à confisquer le dialogue et à promouvoir un repli sur soi qui ne peut être que le prélude à un déclin que chacun déplore mais qui est loin d'être inéluctable.

Alors ? On avance ? ■